

# Le départ définitif de Didier Lombard met un terme à la bicéphalie de France Télécom

Didier Lombard vient d'annoncer sa démission prochaine de la présidence du conseil d'administration de France Telecom – Orange. Un départ légèrement anticipé sur le calendrier initial. Dans un entretien accordé à *La Tribune*, il annonce qu'il quittera ses fonctions le 23 février prochain alors que son mandat devait expirer en juin 2011. Logiquement, l'actuel directeur général Stéphane Richard devrait reprendre ses fonctions, souligne [l'Espresso.fr](http://l'Espresso.fr).

Didier Lombard avait pris les fonctions de P-dg de France Telecom en février 2005. Il succédait à Thierry Breton (alors appelé au ministère de l'Economie [avant de rejoindre Atos Origin](#) fin 2007). L'ex-dirigeant exécutif de l'opérateur a occupé ce poste jusqu'en février 2010 sur fond de période tumultueuse liée à [la série de suicides](#) qui a secoué l'entreprise.

Quant à Stéphane Richard (ex-directeur de cabinet de Christine Lagarde), il a progressivement pris ses marques chez France Telecom – Orange dans le courant du deuxième semestre 2009, puis la direction, officiellement [en mars 2010](#). Une passation de pouvoirs accélérée où Didier Lombard ne pu conserver que le titre de Président, Stéphane Richard devenant le dirigeant des opérations en qualité de directeur général.

Un départ que les syndicats ne regretterons pas. « *Le départ de Didier Lombard est un élément indispensable à la reconstruction de la confiance du personnel* », estime l'union syndicale CFE-CGC/UNSA. Selon elle, l'ex-dirigeant a laissé un « *héritage calamiteux* ». Et d'énumérer les griefs : 30.000 suppressions d'emploi (un emploi sur 4) en 5 ans; un chiffre d'affaires qui a stagné à 49 milliards d'euros entre 2005 et 2010; un recul de la 3e place à la 8 ou 9e place des opérateurs mondiaux; une destruction de la filière télécom par le choix de constructeurs chinois au détriment d'Alcatel, Sagem ou Thomson...

Aux yeux de l'CFE-CGC/UNSA, la nouvelle équipe constituée par Stéphane Richard se montre, contrairement à la précédente, « *soucieuse de l'intérêt collectif* ». Un intérêt qui passera par l'établissement d'un vrai projet d'entreprise et... le soutien d'un actionnaire, l'Etat (et le FSI) jusqu'à présent « *plus préoccupé par le montant des dividendes que l'intérêt général* ». En conséquence, les syndicats demandent « *à l'État de se comporter en actionnaire responsable et transparent et de veiller à ne pas entraver le fonctionnement de France Télécom* ». Le départ anticipé de Didier Lombard participe-t-il à cette responsabilité?